



16 octobre 2013

Communiqué de presse

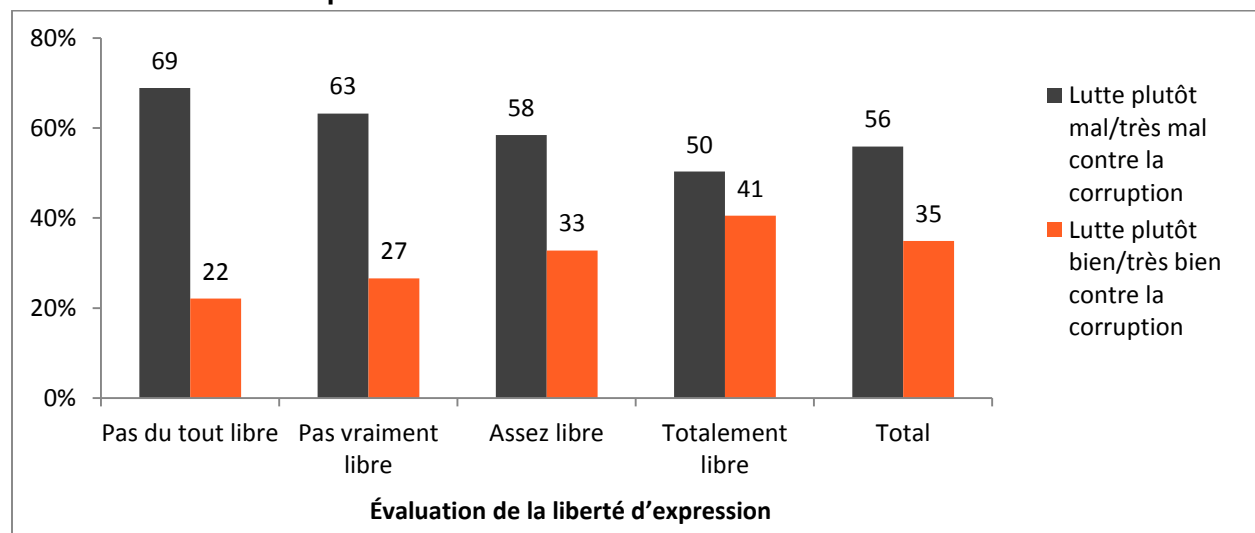
Pour de plus amples renseignements ou pour organiser une entrevue avec les enquêteurs de l'Afrobaromètre, merci de bien vouloir contacter Sam Balongo, +254 733 424 906 ; +254 710 690 000.

L'Afrobaromètre identifie des corrélations entre la liberté d'expression et la bonne gouvernance

La liberté d'expression des citoyens est fortement corrélée à l'efficacité des gouvernements, selon les données recueillies lors d'entrevues réalisées en face à face avec plus de 51 000 Africains dans 34 pays au cours du Round 5 de l'Afrobaromètre (2011–2013). Il ressort de l'enquête que lorsque les citoyens sentent qu'ils sont libres de leurs propos, ils déclarent également que leurs dirigeants sont plus dignes de confiance et moins corrompus que leurs pairs. La liberté d'expression est également toujours associée à des opinions plus favorables quant à l'efficacité du gouvernement, notamment en matière de lutte contre la corruption, mais aussi dans d'autres secteurs tels que l'entretien des routes et la gestion de l'économie.

Les résultats sont détaillés dans le nouveau rapport de l'Afrobaromètre, « L'alliance entre la liberté d'expression et la bonne gouvernance en Afrique », publié aujourd'hui par l'Institut d'études pour le développement de l'Université de Nairobi. Écrit par Winnie Mitullah et Paul Kamau, de l'Institut d'études pour le développement (IDS), le rapport examine également la relation entre la liberté d'expression et l'efficacité des médias dans la surveillance du gouvernement.

Figure 1 : La liberté d'expression et les perceptions de la capacité des gouvernements à lutter contre la corruption



Le graphique compare les réponses à la question : « Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de vos propos ? » avec les réponses à la question : « De quelle manière pensez-vous que le gouvernement actuel traite les aspects suivants : la lutte contre la corruption au sein du gouvernement ? »



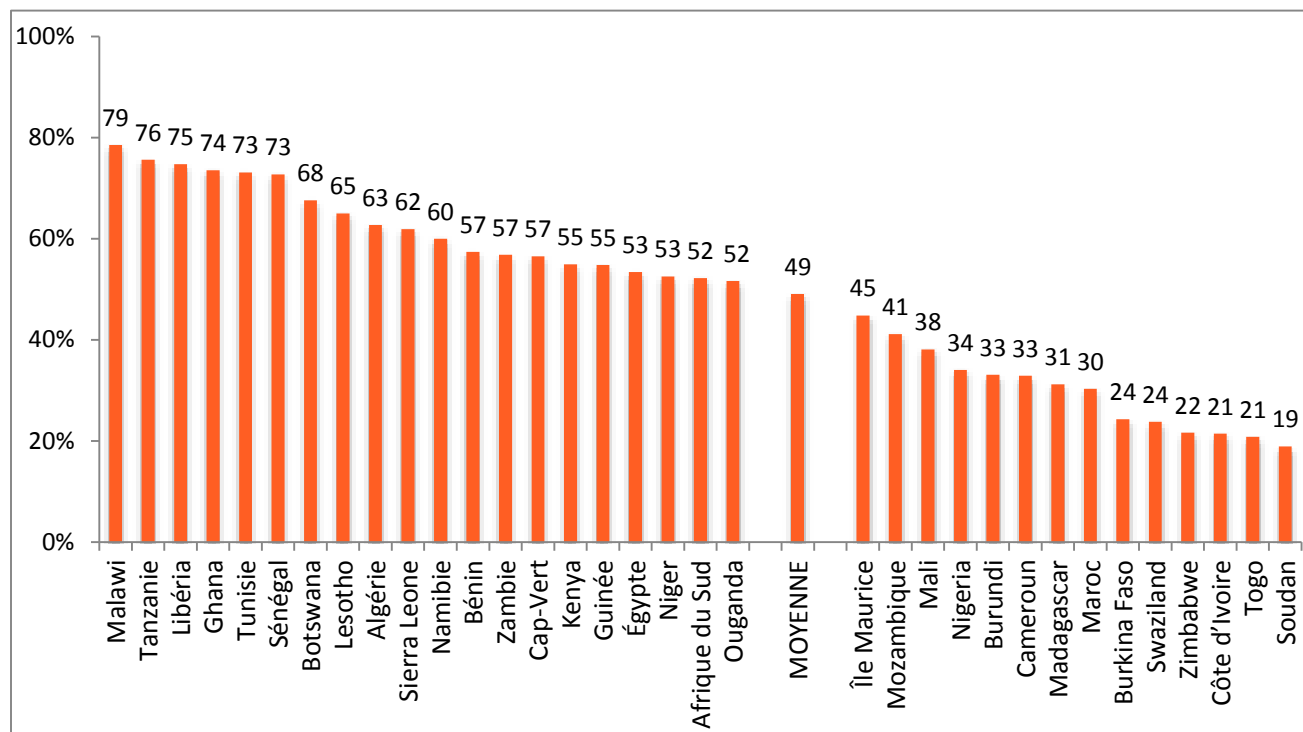
Principaux constats

- Seulement la moitié des Africains interrogés (49 %) dans 34 pays estiment être « totalement libres » de leurs propos, tandis qu'un autre quart (26 %) indiquent être au moins « assez libres ».
- Les pays ouverts, comme le Malawi, la Tanzanie et le Liberia – où au moins les trois quarts des citoyens se sentent totalement libres de s'exprimer –, contrastent vivement avec des pays comme le Burkina Faso, le Swaziland, le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Soudan, dans lesquels environ un citoyen sur quatre seulement apprécie une liberté d'expression totale.
- La demande populaire pour des médias libres est franche, avec 57 % des participants souhaitant un droit absolu de publier ; les proportions variant entre 52 % en Afrique de l'Ouest et 72 % en Afrique de l'Est.
- Les citoyens plébiscitent les médias nationaux pour leur efficacité en révélant les erreurs du gouvernement et la corruption ; en moyenne, 71 % des participants jugent que les médias dans leur pays sont « assez efficaces » ou « très efficaces ». Mais cette moyenne masque de grandes disparités, de 40 % à Madagascar et 43 % au Zimbabwe, à 80 % ou plus au Malawi et en Égypte. Par rapport aux autres régions, les Africains de l'Est sont beaucoup plus susceptibles (81 %) de considérer leurs médias comme étant des gardes-fous efficaces.
- La liberté d'expression de chacun et l'efficacité des médias vont de pair – les deux étant fortement et positivement corrélées.
- La liberté d'expression est également fortement liée à l'évaluation que font les citoyens de leurs dirigeants : une plus grande liberté d'expression est associée à plus de confiance envers les dirigeants et à moins de corruption.
- Une liberté d'expression plus importante coïncide également avec une évaluation plus positive de la performance du gouvernement dans tous les secteurs, en particulier la lutte contre la corruption.



Graphiques

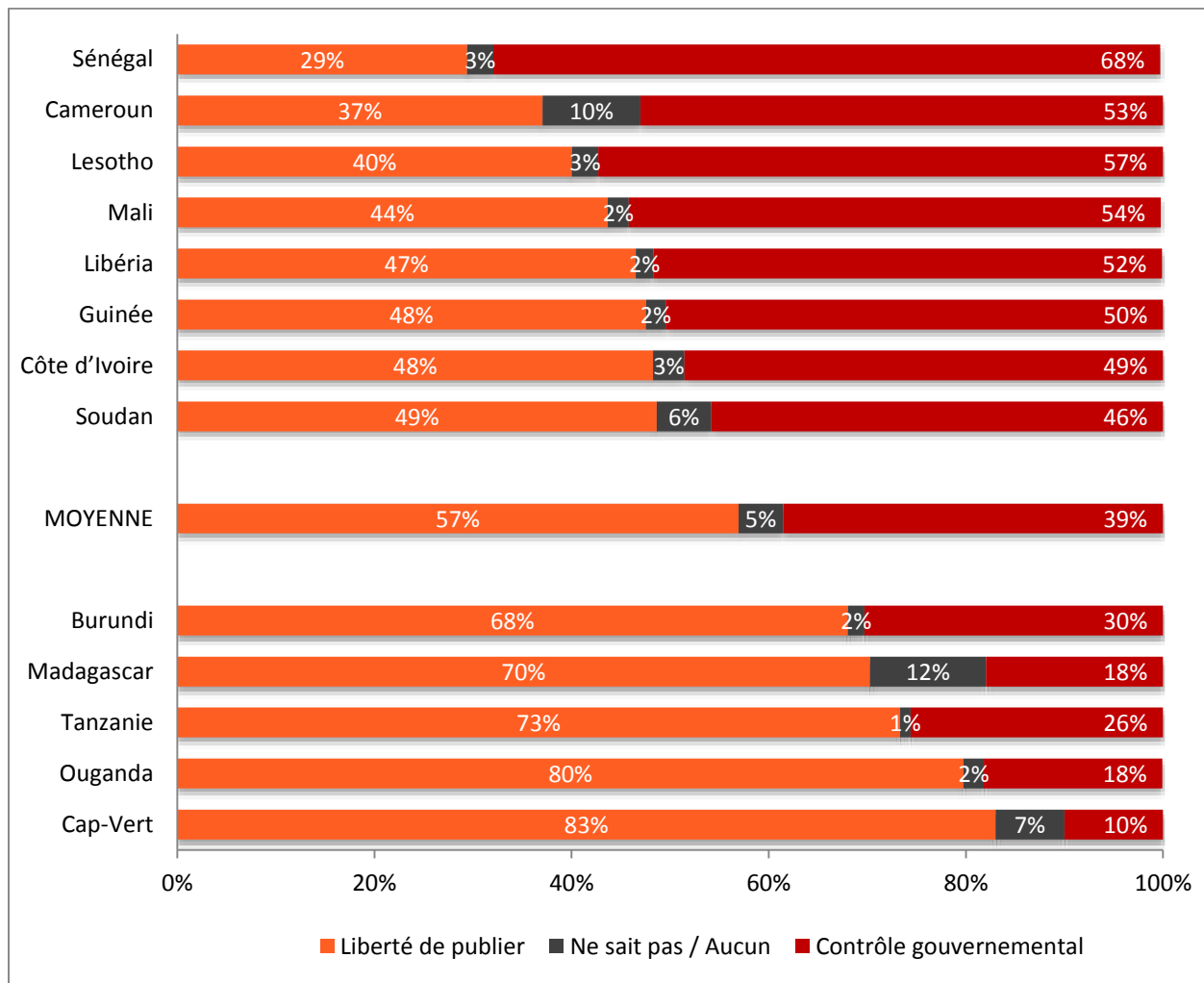
Figure 2 : Liberté d'expression dans 34 pays africains



Question posée aux participants : Dans ce pays, à quel point êtes-vous libre de vos propos ? (% déclarant être totalement libres)



Figure 3 : Demande pour des médias libres dans 34 pays africains entre 2011 et 2013



Question posée aux participants : Lequel de ces énoncés correspond le plus à votre point de vue ? Choisissez entre l'énoncé 1 et l'énoncé 2 :

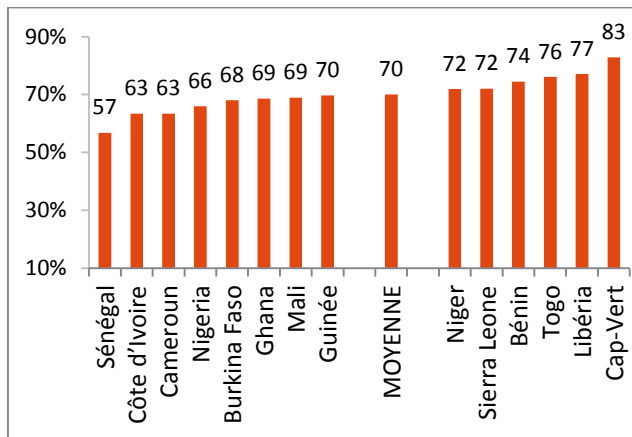
Énoncé 1 : Les médias devraient avoir le droit de publier différentes opinions et idées sans contrôle gouvernemental.

Énoncé 2 : Le gouvernement devrait avoir le droit d'empêcher les médias de publier ce qu'il juge préjudiciable à la société.

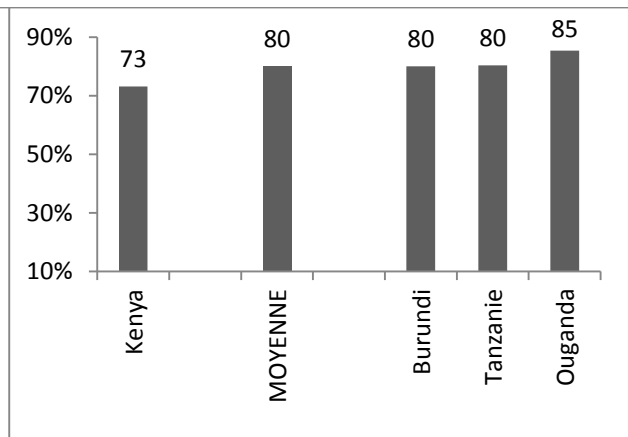


Figure 4 : Soutien au rôle des médias dans la surveillance du gouvernement dans 34 pays africains entre 2011 et 2013

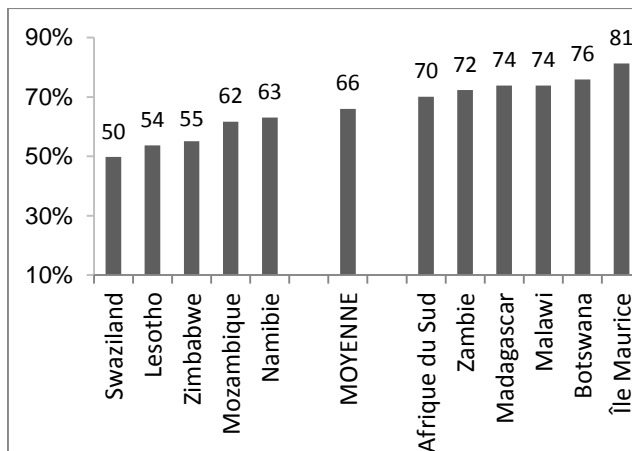
Afrique de l'Ouest



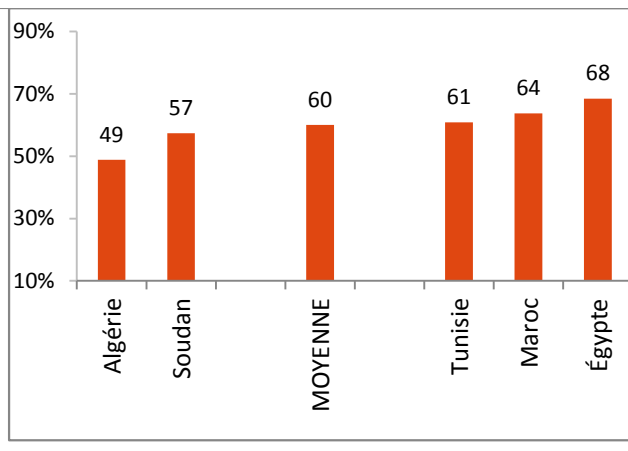
Afrique de l'Est



Afrique du Sud



Afrique du Nord



Question posée aux participants : Lequel de ces énoncés correspond le plus à votre point de vue ? Choisissez entre l'énoncé 1 et l'énoncé 2 :

Énoncé 1 : Les médias devraient constamment enquêter et informer sur les erreurs du gouvernement et sur la corruption.

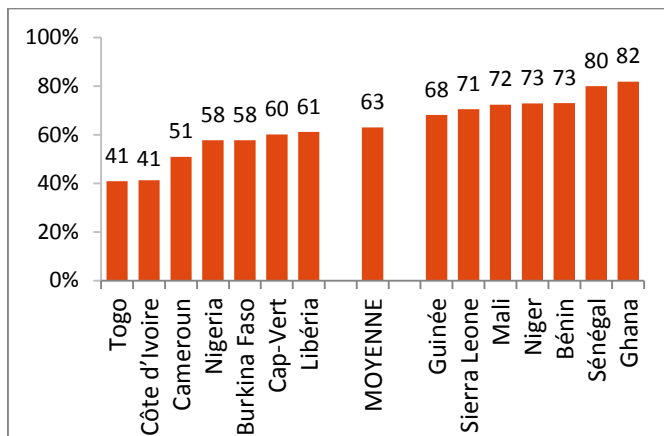
Énoncé 2 : Trop d'informations sur les événements négatifs, comme les erreurs du gouvernement et la corruption, nuisent aux intérêts du pays.

(% déclarant être « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'énoncé 1)

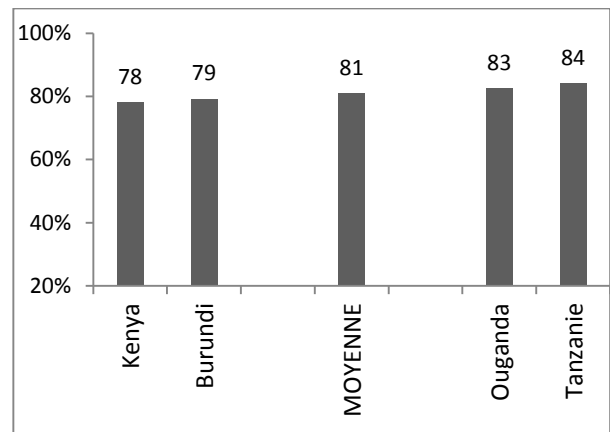


Figure 5 : Efficacité des médias dans la surveillance du gouvernement dans 34 pays africains entre 2011 et 2013

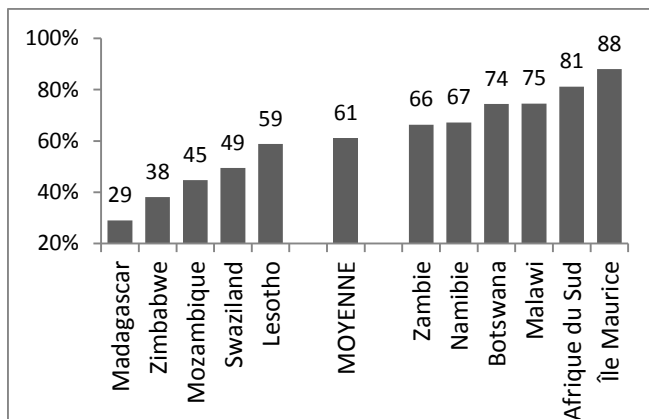
Afrique de l'Ouest



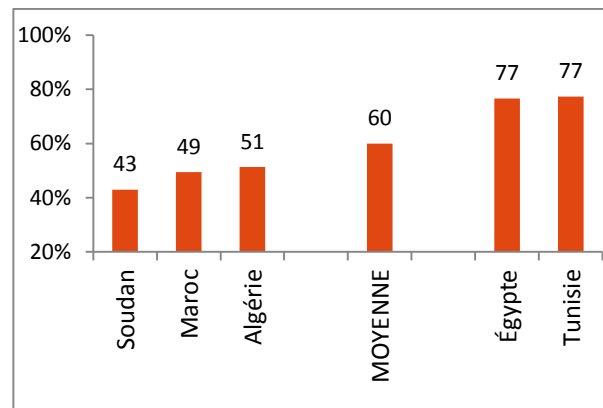
Afrique de l'Est



Afrique du Sud



Afrique du Nord



Question posée aux participants : Dans ce pays, comment jugez-vous l'efficacité des médias dans leur rôle de révélateur des erreurs du gouvernement et de la corruption ? (% déclarant « assez efficaces » ou « très efficaces »)



L'Afrobaromètre

L'Afrobaromètre (AB) conduit des enquêtes d'opinion publique qui mesurent les attitudes des citoyens concernant la démocratie, la gouvernance, l'économie, le leadership, l'identité et d'autres thèmes liés. L'AB est un réseau africain de chercheurs indépendants et non partisans. L'organisation entend donner au public une *voix* lors de la prise des décisions politiques en offrant des données d'opinion publique de haute qualité aux décideurs politiques, aux organisations de la société civile et universitaires, aux médias, aux donateurs et investisseurs, ainsi qu'aux Africains moyens.

Les enquêtes de l'Afrobaromètre se basent sur des échantillons représentatifs au niveau national. Les résultats pour ces 34 pays représentent donc les opinions d'environ trois quarts (76 %) de la population du continent. Les résultats d'un 35^e pays, l'Éthiopie, seront bientôt disponibles. Le nombre total de personnes interrogées dans les 34 pays s'est élevé à 51 605.

Les conclusions sur la gestion de l'économie ont été présentées à Johannesburg par l'Afrobaromètre, lors de la première des sept présentations que l'Afrobaromètre tiendra dans sept villes. Calendrier de présentation des conclusions de l'enquête : La liberté d'expression, l'accès aux téléphones mobiles et l'utilisation d'Internet – Nairobi, 16 octobre ; Les services publics et la gestion des ressources naturelles – Accra, 30 octobre ; La corruption – Dakar, 13 novembre ; Les données fiscales – Lagos, 27 novembre ; L'égalité entre les sexes – Addis-Abeba, 4 décembre ; Les chiffres de la démocratie – Bamako, 12 décembre.

Pour de plus amples renseignements ou pour organiser une entrevue avec les enquêteurs de l'Afrobaromètre, merci de bien vouloir contacter Sam Balongo, +254 733 424 906 ; +254 710 690 000.